

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4204 - MARDI 8 MARS 2022



Les députés nationaux lors d'une plénière à la Chambre basse

Le 15 mars, députés et sénateurs vont reprendre le chemin de l'Hémicycle au terme de leurs vacances parlementaires. Une session éminemment politique avec, à la clé, le débat que suscite, d'ores et déjà, la modifica-

tion de la Constitution, particulièrement en son article 220 relatif à la durée du mandat présidentiel.

Entre-temps, la Commission électorale nationale indépendante, qui veut voir le processus des réformes s'ac-

célerer lors de cette session parlementaire, attend des deux chambres législatives des signaux clairs censés lui permettre d'envisager la tenue des élections de 2023 en toute sérénité.

Page 3

ASSEMBLÉE NATIONALE

Les enjeux de la session ordinaire de mars

PARTICIPATION DE LA RDC À L'EXPO 2020 DUBAI

Le gouvernement met les bouchées doubles



Pour garantir une participation réussie à l'Expo 2020 Dubai aux Emirats arabes Unis, la RDC est déjà de plain-pied dans les préparatifs. Tout le sérieux qui y est mis est à la mesure de la détermination du gouvernement de vendre au mieux l'image du pays au cours de cette manifestation foraine. Au cours de la qua-

rante-troisième réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée en visioconférence, le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, a instruit le gouvernement de veiller à ce que la participation de la RDC à cette exposition, qui se tient dans un contexte de compétitivité, puisse bénéficier d'une meilleure préparation.

Page 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

Les nouvelles autorités prennent leurs fonctions



Après harmonisation de vues, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a ordonné au ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Muhindo Nzangi, d'organiser la remise et reprise entre les nouveaux et les anciens dirigeants des comités de gestion des établissements de l'ESU.

« Je vous autorise de signer un nouvel arrêté portant modification et complément du premier; de le notifier aux intéressés et d'organiser les cérémonies de remise et reprise (...) », a écrit le Premier ministre au ministre Muhindo Nzangi pour la levée de la mesure de surséance de l'exécution de son arrêté.

Page 4

LINAFOOT

Arrêt du championnat

La 27^e édition du championnat national de football de la RDC connaît un arrêt soudain depuis quelques jours. Aucun match n'est organisé. La compagnie aérienne qui transporte les clubs pour des matches à travers le pays a pris la décision de ne plus continuer

à le faire. Et pour cause, le gouvernement central avait pris l'engagement de financer le déplacement des clubs, mais n'a pas respecté son engagement. Du côté du gouvernement à travers le ministère des Sports, c'est un silence radio.

Page 5



V.club de Kinshasa

COOPÉRATION

Le chef de l'Etat échange avec une délégation américaine mixte

En visite de travail à Kinshasa, une délégation américaine mixte composée des officiers militaires de la task force opérationnelle sud-européenne et africaine et des membres du Département américain du travail a rencontré dernièrement le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Le président de la République a reçu ses hôtes dans son cabinet de travail, à la cité de l'Union africaine, en présence de l'ambassadeur des Etats Unis d'Amérique en République démocratique du Congo (RDC), Mike Hummer. La sécurité, la coopération et l'assistance en coopération entre les deux pays, la professionnalisation des militaires congolais, le respect des droits de l'homme et la nécessité de promouvoir de bonnes relations avec les pays de la région ont été au menu des discussions. A l'issue des échanges, quelques membres de la délégation américaine mixte ont fait part à la presse de leurs sentiments avec un accent appuyé sur l'excellence des relations entre la RDC et les Etats-Unis.

Première à s'exprimer, Thea Mei Lee, membre du Département américain du Travail, a indiqué avoir discuté avec le



président congolais sur le renforcement de la protection des enfants dans les mines ainsi que sur le respect des droits des travailleurs. Elle a émis le vœu de voir la RDC renforcer son inspection du travail et la lutte contre la corruption

dans le secteur de l'extraction des minerais et du business. Alors que son groupe travaille de concert avec les ministères congolais du Travail, des Affaires sociales et des Mines, elle croit dur comme fer qu'une telle synergie pourrait

impulser une dynamique de croissance économique au pays de Patrice-Emery Lumumba. Pour sa part, le général Aida T. Borrás de l'US Army a mis l'accent sur la situation dans l'est du pays et sur l'aide que les Etats-Unis entendent ap-

porter à la RDC pour renforcer les capacités de ses Forces armées et améliorer leur professionnalisme dans le contexte d'un Etat de droit. Ces sujets ont été passés au peigne fin au cours des discussions avec le président Félix Tshisekedi, a-t-il déclaré, avant d'indiquer que ce dernier s'est montré très réceptif aux points soulevés tout en appréciant, à sa juste valeur, la coopération existante entre les deux pays. Notons que les relations entre les Etats-Unis et la RDC sont au beau fixe. La politique américaine, rappelle-t-on, est concentrée sur l'aide au pays à devenir une nation stable et démocratique, en paix avec ses voisins, qui étend l'autorité de l'Etat à travers son territoire, et qui satisfait aux besoins de base de ses citoyens.

Alain Diasso

ELECTIONS 2023

Le FCD se met en ordre de bataille

Le Front des Congolais pour la démocratie (FCD) de Pierre Kangudia Mbayi met le cap sur les prochaines élections en République démocratique du Congo. Son secrétaire général, Liévin Fwelo Madiadi, a lancé la vente des cartes de membres à Kinshasa.

La cérémonie de lancement de la vente des cartes des membres, organisée le 5 mars au siège national du parti dans la commune de Kasavubu, à Kinshasa, fait partie des actions envisagées pour mettre les militants en ordre de bataille. Autour du secrétaire général,

Liévin Fwelo Madiadi, se sont retrouvés plus de quatre cents cadres du parti, essentiellement des femmes et des jeunes, pour la séance inaugurale de la vente des cartes. Pour la première journée, une centaine de cartes a été vendue et 185 souscriptions ont été enregistrées. L'ac-

tion menée de manière simultanée avec l'implantation du parti, notamment dans les provinces, doit se poursuivre à la base jusqu'à la veille des élections. Au cours de la cérémonie, le secrétaire général du FCD a expliqué l'objectif de la vente des cartes, à savoir l'identification

des membres du parti pour en maîtriser les effectifs et la mobilisation des fonds pour l'accompagnement des candidats aux élections de 2023. Il a précisé qu'à l'exception de la présidentielle, le parti compte aligner des candidats à tous les échelons.

Lancé officiellement en 2016 à la Foire internationale de Kinshasa, le FCD prône la sociale-démocratie. Il a été créé pour participer à la construction de la conscience politique congolaise.

Jules Tambwe Itagali

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordonnatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

EXPO 2020 DUBAI

Félix Tshisekedi tient à une participation réussie de son pays

La République démocratique du Congo (RDC) sera à l'honneur, le 22 mars, à l'Expo 2020 Dubai aux Emirats arabes unis. Une activité foraine qui permet aux nations de promouvoir les nouvelles technologies, les nouveaux produits ainsi que des nouvelles idées.

Pour garantir une participation réussie à l'Expo 2020 Dubai, un événement de portée mondiale à l'aune de ses ambitions, la RDC est déjà de plain-pied dans les préparatifs. Tout le sérieux qui y est mis est à la mesure de la détermination du gouvernement de vendre au mieux l'image du pays au cours de cette manifestation foraine. C'est non sans raison que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a rappelé aux membres du gouvernement la nécessité d'assurer une réussite de la journée qui sera consacrée à la RDC en tirant les enseignements des mauvaises expériences du passé. Il l'a dit le 4 mars, lors de la quarante-troisième réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée en visioconférence. Le président de la République a, de ce fait,

instruit le gouvernement de veiller à ce que la participation du pays à cette exposition qui se tient dans un contexte de compétitivité puisse bénéficier d'une meilleure préparation. A ce sujet, le ministre du Commerce extérieur a été chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire jouer à chaque partie prenante son rôle dans les meilleurs délais et conditions afin que cet événement soit réellement une réussite. Un rapport détaillé sur l'état des préparatifs est attendu lors du prochain Conseil des ministres prévu le 11 mars. Cet événement, à en croire le premier citoyen congolais, devrait être une occasion à saisir pour mettre en valeur les opportunités d'investissements viables et durables en RDC, « pays-solution ». Et d'ajouter qu'il devrait éga-



Félix Tshisekedi visitant le stand de la RDC à l'Expo Dubai 2020

lement servir de vitrine pour le rayonnement de la culture congolaise, notamment par la promotion de la rumba congolaise récemment inscrite par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture sur la liste représentative du patri-

moine culturel immatériel de l'humanité. L'Expo de Dubaï est présentée comme le plus grand événement organisé dans le monde arabe. Elle a été affectée par la pandémie de covid-19 qui a contraint les organisateurs à repousser son lancement à

2022. Le thème général choisi est « Connecter les esprits, construire le futur » et s'articule autour des nouvelles formes de mise en relation des personnes et des idées porteuses d'innovation et de développement.

Alain Diasso

ASSEMBLÉE NATIONALE

Les enjeux de la session ordinaire de mars

La session ordinaire de mars s'ouvre dans quelques jours, conformément aux dispositions des articles 115, 117, 125 et 135 de la Constitution.

Le 15 mars, députés et sénateurs vont reprendre le chemin de l'Hémicycle au terme de leurs vacances parlementaires. Une session de tous les enjeux au regard des matières à traiter. Les sujets restés en suspens lors de la précédente session trouveront sans doute leur dénouement à l'instar du cas Jean-Marc Kabund qu'il faudra éjecter de son poste de premier vice-président au cas où il ne démissionnerait pas. Etant entendu que son sort est déjà clos au niveau de son parti, l'UDPS, la conséquence sera sans nul doute la perte de son poste au sein du bureau de la chambre basse dont la composition est faite sur la base d'appartenance politique. Plusieurs noms sont d'ores et déjà cités comme potentiels remplaçants à l'instar du Pr André Mbata.

Outre ce dossier qu'il faudra régler, le débat politique risquera de se focaliser autour du projet de la modification de la Constitution. Là-dessus, des voix se lèvent déjà pour mettre en garde les députés et attirer leur attention sur le caractère



Les députés nationaux lors d'une plénière à la Chambre basse

intangibile de l'article 220 de cette loi fondamentale. Alors que la tendance générale est de surfer sur une possible rallonge du mandat du président de la République censé passer de cinq à sept ans, une certaine opinion y voit une quête d'intérêts partisans.

Déjà controversé sous le régime Kabila qui n'a hélas pu le revisiter, l'article 220 de la

Constitution risque d'être de nouveau au cœur du débat lors de cette session de mars. Maints observateurs estiment qu'il s'agit là d'un test grandeur nature de l'unité et de la cohésion autour de Félix Tshisekedi, autorité morale de l'Union sacrée de la nation. En effet, fort de sa majorité parlementaire acquise à la suite des consultations politiques

qu'il avait initiées l'année dernière, le chef de l'Etat peut s'assurer d'un passage limpide de ce projet. Mais dans un Hémicycle où généralement les émotions priment souvent sur la rationalité, et où la politique de couloir s'avère souvent stratégique à des moments-clés, toute conviction est à relativiser autant que toute certitude. Qu'à cela ne tienne. Entre

temps, la Commission électorale nationale indépendante, qui veut voir le processus des réformes s'accélérer lors de cette session parlementaire, attend des deux chambres législatives des signaux clairs censés lui permettre d'envisager l'organisation des élections de 2023 en toute sérénité. Par ailleurs, les présidents de deux chambres étant sous menace de motions de défiance, il y a lieu de prédire une session mouvementée avec un fort ascendant politique. Ce qui n'éluderait pas non plus la question budgétaire qui continue de tarauder les esprits. Les prémices du projet de loi de finances pour l'exercice 2022 seront aussi évoquées afin de lever, à ce stade, tout équivoque lié à ses grandes articulations. Autre dossier qui pourrait s'inviter, l'insécurité à l'est du pays pour laquelle il s'agira de trouver des solutions palliatives afin d'éradiquer les groupes armés nationaux et étrangers qui y sévissent depuis plus de deux décennies.

A.D.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE

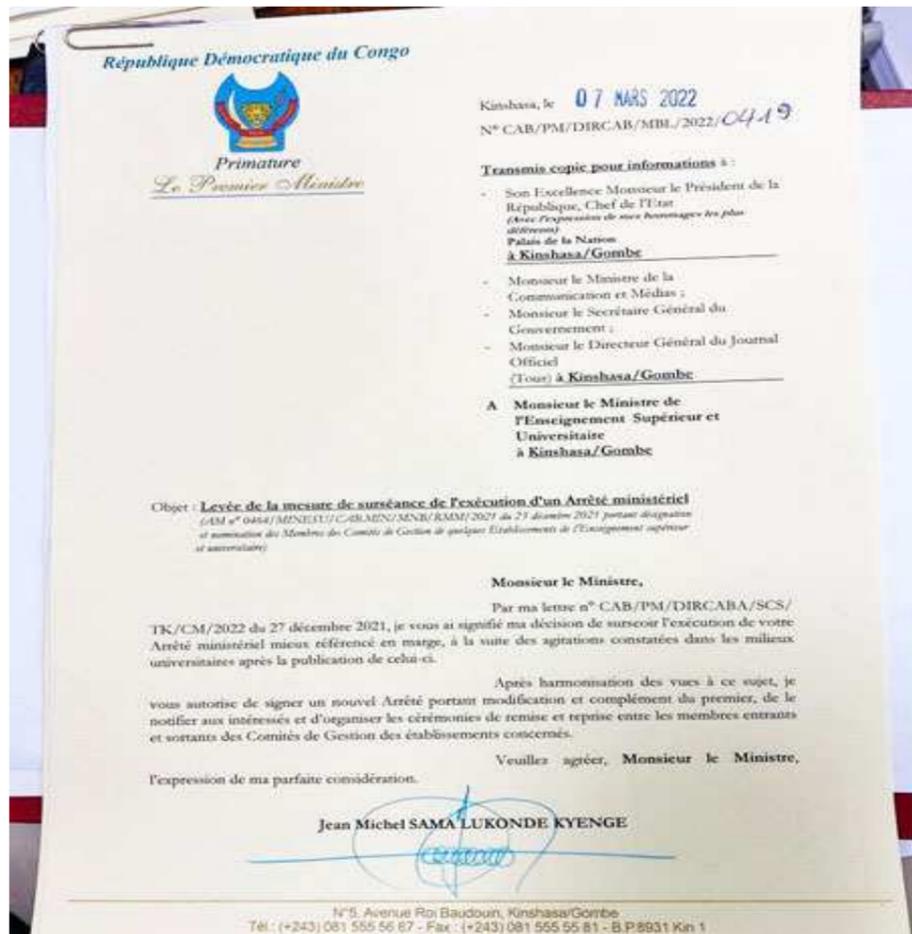
Les nouvelles autorités prennent leurs fonctions

Après harmonisation des vues, le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde, a ordonné au ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), Muhindo Nzangi, d'organiser la remise et reprise entre les nouveaux et les anciens dirigeants des comités de gestion des établissements de l'ESU.

« Après harmonisation des vues à ce sujet, je vous autorise de signer un nouvel arrêté portant modification et complément du premier, de le notifier aux intéressés et d'organiser les cérémonies de remise et reprise entre les membres entrants et sortants des comités de gestion des établissements concernés », a écrit le Premier ministre au ministre Muhindo Nzangi pour la levée de la mesure de surséance de l'exécution de son arrêté.

Sama Lukonde lui avait précédemment écrit pour lui demander de sursoir l'exécution de son arrêté ministériel, « à la suite des agitations constatées dans les milieux universitaires », après sa publication.

Il est noté que bien avant la lettre du Premier ministre levant cette mesure, le directeur de cabinet du ministre de l'ESU, le Pr Jean-Chrysostome Mudogo, annonçait également l'issue heureuse au sujet de ces nominations qui avaient fait couler beaucoup d'encre et de salive. Il avait, en effet, annoncé un



La lettre du Premier ministre au ministre de l'ESU

autre arrêté du ministre Muhindo Nzangi sur la désignation des membres de certaines autres institutions de l'ESU. « Après harmonisation des vues faite à la suite du communiqué du directeur de cabinet du Premier ministre, chef du gouvernement, qui demandait la surséance de l'exécution de l'arrêté du 23 décembre 2021 portant désignation et nomination des membres des comités de gestion de quelques établissements de l'enseignement supérieur et universitaire, provinces du Haut-Katanga, Lualaba, ville de Kinshasa, son excellence monsieur le ministre de l'ESU vient de signer un arrêté modifiant et complétant l'arrêté sus-évoqué », avait annoncé le Pr Mudogo. Cet arrêté du ministre de l'ESU concerne dix-sept établissements à la tête desquels il a placé de nouvelles autorités et dont les remises et reprises ont été prévues pour les 7 et 8 mars.

Lucien Dianzenza

HÔPITAL GÉNÉRAL DE RÉFÉRENCE DE KINSHASA

La bibliothèque virtuelle inaugurée

La vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Véronique Kilumba Nkulu, a inauguré récemment la bibliothèque virtuelle de l'Hôpital général de référence de Kinshasa (ex-Maman Yemo), dénommée «Pr De Plaen».

L'outil de recherche a été installé en vue d'assurer la formation continue des professionnels de santé pour garantir les soins de qualité aux patients. Cette bibliothèque numérique a été mise en place avec le concours de quelques partenaires, principalement l'association sans but lucratif Entraide médicale internationale.

Pour la circonstance, Véronique Kilumba a exprimé sa satisfaction d'inaugurer cette bibliothèque virtuelle qui répond au défi de son ministère, dans le cadre de sa numérisation. Ce qui marque des avancées scientifiques, en termes de ressources humaines.

«C'est avec un réel plaisir que je viens ce jour relever de ma présence à la cérémonie d'inauguration de la bibliothèque virtuelle Pr De Plaen. En effet, nul n'est censé ignorer que le ministère de la



La vice-ministre de la Santé coupant le ruban symbolique

Santé publique, Hygiène et Prévention est confronté à des multiples défis pour remplir sa mission à l'aube de la Couverture santé universelle. Parmi ces défis, il y a des préparations d'une ressource humaine à la hau-

teur des avancées scientifiques du XXI^e siècle avec une formation adéquate et une capacité à aborder les questions de recherche qui préoccupent notre société», a souligné la vice-ministre de la Santé.

Elle a indiqué que la bibliothèque et la numérisation constituent en ce moment des leviers pour une meilleure préparation de ces ressources. Pour elle, l'Hôpital général de référence de Kinshasa est une des

priorités de l'Etat congolais et une des cibles du grand programme ambitieux de la République sur la Couverture santé universelle. «C'est dans cette droite ligne que le chef de l'Etat, son excellence M. Félix-Antoine Tshisekedi, a permis sa reconstruction et sa rénovation», a-t-elle renchéri. Véronique Kilumba a salué à sa juste valeur la contribution de l'Entraide médicale internationale dans la mise en œuvre de cette bibliothèque numérique. Elle a encouragé le médecin directeur et tous les membres du comité de gestion de cette structure sanitaire publique à multiplier d'initiatives et exceller dans le lobbying ainsi que le plaidoyer qui favorisent des stratégies indispensables pour aboutir au succès du Plan national de développement sanitaire.

Blandine Lusimana

COVID-19

La vice-ministre de la Santé visite les sites vaccinodromes à Kinshasa

En dépit de la maîtrise de l'évolution de la pandémie de la covid-19 qui se manifeste par l'assouplissement de certaines mesures barrières, notamment la levée du couvre-feu et la suppression des tests pour tout voyageur vacciné à l'intérieur du pays, mais aussi pour tout voyageur en provenance de l'étranger, les autorités sanitaires tiennent à la vaccination en masse de la population dont le taux demeure encore faible.

Pour se rendre compte de l'organisation de la vaccination contre la covid-19 à Kinshasa, la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, Véronique Kilumba, a effectué un déplacement dans les sites publics retenus par le gouvernement pour la prise du vaccin. Elle a visité trois vaccinodromes de la capitale, en commençant par le Centre mère et enfants de Barumbu, puis Kimbondo et enfin Vijana, dans la commune de Lingwala.

L'idéal ayant été de palper du doigt ce qui se fait sur le terrain et connaître les difficultés des prestataires -vaccinateurs. Pour Véronique Kilumba, il était important d'effectuer cette descente afin d'évaluer le travail et faire un compte rendu.

«Nous devons rester à l'abri de la covid-19, accepter que la vaccination est la seule solution pour se prémunir contre la pandémie», a-t-elle



déclaré, ajoutant: « Cette descente nous a permis de voir comment réorienter nos activités sur le terrain pour booster davantage la vaccination contre la covid-19 ».

Véronique Kilumba a, par ailleurs, reconnu que certains sites de vaccination sont confrontés à quelques difficultés. Elle a promis de faire part de tous ces desiderata à la réunion du comité de pilotage pour envisager des solutions.

Blandine Lusimana

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Libération exigée des membres de la task-force pris en otage par la milice Codéco

Dans une déclaration du 5 mars publiée à partir de Bunia, l'Union des associations culturelles pour le développement de l'Ituri (Unadi) a exhorté la milice Coopérative pour le développement du Congo (Codéco) à libérer, sans condition, les membres de la task-force qu'elle a pris en otage.

La plate-forme des organisations non gouvernementales a appelé le gouvernement congolais à s'impliquer pour la libération des personnes prises en otage par la milice Codéco depuis le 16 février dernier. Avant cette plate-forme, d'autres structures avaient également appelé à la libération de ces otages. A la suite de la rencontre entre les membres des communautés Hema et Lendu, les confessions religieuses sont aussi intervenues pour demander la libération de ces membres de la task force.

Par ailleurs, les vingt et une communautés membres de l'Unadi, réunies le week-end dernier, ont aussi évoqué l'insécurité qui persiste dans cette province. Elles ont expressément parlé de ces otages qui restent prisonniers des rebelles de la Codéco et demandé au gouverneur militaire de l'Ituri et ainsi qu'au gouvernement congolais de tout mettre en œuvre pour obtenir leur libération. Ces communautés invitent aussi les Ituriens à éviter toute forme de manipulation qui nuirait à la paix et à la sécurité. Il est noté que parmi les membres de la task force pris en otage, il y a l'ex-chef de guerre Thomas Lubanga et Janvier Bin Ekwale, le président de l'Unadi. Ils ont été pris en otage dans le territoire de Djugu alors qu'ils effectuaient une sensibilisation dans le cadre de la mission que leur avait été confiée par le chef de l'Etat pour la paix dans cette partie du pays.

Lucien Dianzenza

LINAFOOT

Arrêt de la 27e édition du championnat des seniors

Le non-paiement des frais de voyage des clubs par le gouvernement a bloqué le déroulement de la 27e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

On ne joue plus au championnat de la Linafoot. En fait, la 27e édition connaît un arrêt soudain depuis quelques jours et aucun match n'est organisé. L'on a appris que la compagnie aérienne qui transporte les clubs pour des matches à travers le pays a pris la décision de ne plus continuer à le faire. Et pour cause : le gouvernement central avait pris l'engagement de financer le déplacement des clubs, mais ne l'a pas respecté. Cet état de choses a complètement bloqué tout le fonctionnement du championnat, aucune rencontre n'ayant plus été organisée depuis plusieurs jours. Du côté du gouvernement à travers le ministère des Sports, c'est un silence radio. Cet arrêt de fait du championnat intervient dans



Vue d'un match du championnat de la Linafoot

un contexte de manque d'ordre, car certains clubs ont déjà joué leurs premiers matches de la manche retour, alors que d'autres n'ont même pas encore li-

vré leurs derniers matches de la manche aller. Clairement, la chronologie des journées n'est pas respectée à cause justement de la contrainte de déplacement

des clubs à travers le pays. En ce moment, les clubs se contentent des matches amicaux. Notons-le, la saison sportive doit impérativement s'achever le 30 mai

prochain.

Au classement, le TP Mazembe de Lubumbashi est premier avec 45 points, en 17 matches joués, suivi de V.Club qui compte 42 points avec 17 sorties. Lupopo est troisième avec 42 points également en 17 matches livrés, devant Maniema Union (31 points en 15 matches), Don Bosco (27 points en 15 matches), Daring Club Motema Pembe (25 points en 13 matches). L'AC Rangers occupe la 7e position avec 25 points en 17 matches, suivi de la Jeunesse sportive Groupe Bazano (22 points en 15 rencontres), l'AS Dauphin noir (22 points en 18 matches). L'US Panda de Likasi clôture le top 10 du championnat national avec 18 points en 16 matches.

Martin Engimo

CINÉMA

Baloji rend hommage à Tshala Muana dans «Augure»

L'un des quatre personnages principaux du prochain film du rappeur, auteur-compositeur qui est aussi réalisateur, est une trentenaire qui porte le nom de la Mamu nationale à qui il a fait un clin d'oeil.

Le repérage et le casting du premier long métrage de Baloji, effectués à Kinshasa et Lubumbashi son fief natal, fin janvier, et la première semaine de février projette le tournage d'«Augure» dans trois mois, a-t-il dit au «Courrier de Kinshasa». Auteur-compositeur, le rappeur a signifié, début février, avoir déjà achevé la musique de son prochain film dont le tournage est prévu entre les deux villes susmentionnées. «*Toute la musique est faite. Nous avons réalisé quatre albums en fonction des quatre personnages principaux d'«Augure»*», a-t-il assuré, indiquant qu'il s'agit «*d'un trentenaire, d'un shégué, enfant de rue, une jeune dame âgée entre 30-35 ans dénommée Tshala, en hommage à la Mamu nationale, Tshala Muana*». Et de préciser : «*Chaque disque est réalisé du point de*



Baloji en repérage pour son premier long métrage à Kinshasa/DR

vue des personnages ».

Baloji est d'avis que le cinéma congolais a un sérieux potentiel. «*Il y a des talents seulement, les ministères de la Culture ainsi que de la Communication et des Médias ne les considèrent pas encore comme des ambassadeurs du pays, ils se trompent. Vu le potentiel que cela représente, ils devraient le faire comme le font les Maliens, les Nigériens, les Sud-Africains, les Kenyans, etc. Ce serait une belle manière de faire rayonner le pays*

autrement », a-t-il affirmé.

«*Avec comme coproducteur Tosal Films, une maison congolaise, j'espère que nous allons faire un bon film. Il est important que le film congolais existe, qu'il ait une visibilité comme l'ont ses pays limitrophes, notamment l'Angola* », a-t-il souhaité. «*Comme en Afrique de l'ouest, il est important d'avoir une industrie du cinéma ici aussi parce qu'il y a de très bons acteurs* », a renchéri Baloji. Il est, par ailleurs, convaincu que «*petit à petit, les*

choses se mettent en place ». Néanmoins, il est à ses yeux impératif que «*la production locale soit soutenue. Et pour cela, il faut avoir la reconnaissance internationale* ». Pour ce qui est d'«Augure», Baloji croise les doigts : «*J'espère que nous ferons un bon film qui gagnera des prix de sorte que cela profite à tout le monde* ».

Revenir pour construire

Et, de fil en aiguille, Baloji a souligné qu'il juge «*important que les Congo-*

lais de la diaspora reviennent à l'instar des Ghanéens avec le programme The year of return, Ghana 2019 (L'Année du retour; Ghana 2019) qui encourageait les Ghanéens de New York, d'Angleterre à rentrer investir dans leur pays, se reconnecter avec la terre de leurs ancêtres. Les époques changent. Grâce à l'afrobeat, différents courants musicaux, la danse, etc., les choses sont plus acceptables. Et donc, je pense qu'il est important qu'il soit fait de même au Congo. Que l'on revienne et que l'on construise ».

Aussi, dans son cas, Baloji ne s'est-il pas contenté de livrer des concerts dans la capitale. En effet, à chaque occasion, le rappeur en a profité pour tourner des vidéos et enregistrer de nouveaux sons avec des artistes locaux. Et qui plus est, il «*adore Bon Marché* », le quartier réputé de la commune de Barumbu où il avait notamment tourné le clip de Le jour d'après (Indépendance cha-cha). Mais encore, a-t-il confié, «*Bon Marché, je sens que c'est mon quartier. C'est un mélange de tout. Je trouve que tout Kinshasa y est résumé* ». Et, ce n'est pas tout : «*Il y a également deux ou trois quartiers du côté de N'Djili que je trouve aussi très puissants* ».

Nioni Masela

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES, CÉLÉBRÉE CE 8 MARS 2022

Thème : L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable !

Cette année, le thème de la célébration de la journée internationale des femmes, s'interroge à raison, sur l'« avenir durable » et l'égalité qu'il est impératif de construire comme moteur de cette durabilité.

Ce rapprochement entre la quête à la durabilité et l'égalité femme-homme, survient dans un contexte international marqué par de graves menaces sur la paix et la sécurité mondiale. En effet, après les ravages socioéconomiques de la pandémie de la Covid-19, le monde entier retient son souffle depuis le 24 février 2022, face à l'escalade de la violence dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Cette situation assez exclusive, nous invite à exprimer notre compassion aux victimes innocentes et à manifester notre soutien sans faille, à ces milliers de femmes dans le monde, à l'instar des femmes Russes et Ukrainiennes qui sont et qui seront avec des enfants eux-aussi innocents, quel que soit leur bord, quel que soit leur camp, les victimes collatérales de cet affreux conflit.

Est-il besoin de rappeler que les situations de belligérance comme celle qui oppose la Russie à l'Ukraine en ce début d'année 2022, sont généralement des faits de nature à creuser les inégalités sociales et à saper les avancées importantes réalisées en faveur de l'inclusion sociale ?

Pouvons-nous faire mine d'ignorer en Afrique en général et au Congo en particulier, que les canaux de contagions des crises internationales, quelle que soit leur nature, finissent par impacter voire bouleverser nos fragiles acquis socioéconomiques ?

Cette journée internationale des femmes ce 8 mars 2022, nous offre l'opportunité de réfléchir sur les possibilités réelles, d'exploiter l'égalité des sexes comme moteur de la construction d'un avenir durable, pour nous-mêmes, pour notre pays le Congo ainsi que pour les générations futures.

C'est une invitation à se servir entre autres mécanismes d'impulsion du développement durable, de l'égalité femme-homme comme un outil de résilience de nos Etats, face aux effets des changements climatiques mais aussi surtout, dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits par des voies pacifiques. De nombreuses filles de même que de nombreuses femmes, sont engagées dans le monde entier et mènent, comme le souligne l'organisation internationale ONU FEMMES dans sa publication du 3 décembre 2021, une véritable offensive sur le front de l'adaptation et de la réponse aux



bouleversements climatiques et à leur atténuation. Elles sont toutes aussi mobilisées, il convient de le souligner, dans la politique, la diplomatie, l'économie, les médias, le bénévolat, etc. lorsqu'il s'agit d'exploiter leur sensibilité de mères et de femmes, pour dégager des perspectives nouvelles face aux problèmes qui minent nos sociétés et sauver par ailleurs des vies, durant les conflits.

En République du Congo, le Plan National de Développement (PND) 2022-2026 souligne que la question du genre et de l'autonomisation de la femme demeure encore un défi en termes de participation à la vie politique, sociale, économique. En effet, la représentativité des femmes se présente comme suit : (i) 23% au Gouvernement, (ii) 14% au Parlement, (iii) 19% dans les conseils départementaux et (iv) 24% dans les conseils communaux. Il sied de souligner que les femmes sont représentées à plus de 40% dans les instances des chambres de commerce d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville et de Pointe-Noire.

Dans la même veine, l'enquête sur la représentativité des femmes dans les administrations publiques, parapubliques et privées réalisée par le ministère en charge de la promotion de la femme en 2018 a permis de faire le constat selon lequel la représentativité des femmes restait encore très faible dans les différentes branches d'activités de la vie socioéconomique (Hôtel et restauration, services, Banque et microfinance, etc.).

Dans le domaine de l'emploi, les estimations du BIT 2019 indiquent que le taux de chômage était plus élevé chez les femmes

(10,2%) que chez les hommes (9%). L'emploi féminin semble, comme l'ont relevé ces études, se concentrer dans l'agriculture où les femmes jouent un rôle prépondérant et représentent 70% de la main d'œuvre, évoluant majoritairement dans l'informel sans aucune couverture de protection sociale. Ainsi, avec 12,86% de la population nationale que représentent les actifs agricoles, les femmes sont pour une fois, majoritairement représentées dans cette catégorie, avec 65% desdits actifs. Celles-ci cependant continuent d'accéder difficilement à la terre alors que leur production avoisine 70% de la production agricole totale nationale.

Avec ces chiffres, il est très évident de souligner que la diversification de l'économie congolaise, tant recherchée, repose sur une solution toute simple jusque-là pas assez exploitée. Il s'agit d'une part de l'érection du travail des femmes agricoles comme un des piliers de la stratégie de développement de notre pays et d'autre part, de la prise en compte effective de la dimension genre dans toutes les sphères de décision de la vie de nation, en vue de rafraîchir et de moderniser l'action publique ainsi que pour enrichir au Congo, les mécanismes de prévention et règlements des différends. Les femmes congolaises ont un grand rôle à jouer sur toutes ces questions !

Ces propositions et orientations nous le constatons, nous permettent d'oser et d'opérer des disruptions profondes dans notre modèle de développement, en faisant l'expérience plus affirmée et assumée, d'une relation de cause à effet entre l'égalité des sexes et la quête d'un avenir durable.

Cette journée internationale du 8 mars 2022, est une véritable opportunité pour nous tous et en particulier pour les institutions nationales et les organisations résidentes, en vue de questionner leurs priorités stratégiques, et rendre si ce n'est déjà fait, plus évident et plus apparent, le lien potentiellement vertueux entre l'égalité femme-homme et le développement durable.

**Danièle SASSOU NGUESSO,
Présidente de la Fondation SOUNGA**

VIE ASSOCIATIVE

Les préparatifs du 15^e anniversaire du club JDK vont bon train

Les membres de l'association Jean-de-Dieu-Kourissa (JDK) des personnes de troisième âge ont, lors d'une assemblée générale le 5 mars à Brazzaville, fait le point des préparatifs du 15^e anniversaire de leur structure avant de réaffirmer leur soutien à leur président.

Ils étaient tous là, les acteurs et bénéficiaires des services du club JDK 3e âge. Après des échanges et témoignages, les habitants de la première circonscription de Poto-Poto, membres du club, ont promis de célébrer avec faste leur quinze ans d'existence. Ils profiteront de l'occasion pour faire le bilan de leur plateforme.

Les personnes qui militent pour la concrétisation des projets de cette structure souhaitent les voir se pérenniser. « Nous sommes très fiers de tout ce que nous avons réalisé en quinze ans. Plusieurs jeunes filles et garçons ont gratuitement suivi des formations et sont aujourd'hui autonomes. Les personnes de troisième âge sont les principales bénéficiaires des œuvres du club JDK, à travers des divers dons et gestes humanitaires », a expliqué Jean Bruno Kimbidi, président du club JDK troisième âge.

Au nom des membres dudit



Les membres du club lors de l'assemblée générale/Adiac

club, il a pris acte de la candidature de leur président, Jean de Dieu Kourissa, aux législatives de juillet prochain. Le club a, en outre, promis de le soutenir totalement, une fois la candidature validée.

Pour sa part, le président du club JDK des personnes de troisième âge a approuvé les propositions des membres de la plateforme. Il a, par ailleurs, dis-

tribué des pagnes aux membres du club, question d'harmoniser leur habillement lors de la célébration des 15 ans de ce club. Créé en avril 2007, ce club est à l'origine de plusieurs œuvres sociales dont la formation des jeunes. Il réunit les personnes de troisième âge autour du député de la première circonscription électorale de Poto-Poto.

Rude Ngoma

JOURNÉE VILLE PROPRE

Healthy environnement offre des poubelles à plus de 200 commerçants

L'Organisation non gouvernementale (ONG) Healthy environnement a organisé, le 5 mars à l'occasion de la Journée nationale de salubrité, en partenariat avec la mairie de Brazzaville, une campagne de distribution des poubelles à plus de deux cents boutiques situées le long des avenues de la paix et de France à Moundali, le quatrième arrondissement, et Poto-Poto, le troisième.

Un peu plus de deux cents commerçants ayant des boutiques le long de l'avenue de la paix et sur l'avenue de France ont reçu chacun une poubelle en aluminium, pour leur permettre de stocker leurs déchets solides afin de rendre leurs devantures propres. Celles-ci leur ont été données gratuitement mais, en contrepartie, les bénéficiaires doivent payer mensuellement une taxe dont le montant commence à 3000 FCFA. « C'est une taxe mensuelle qui sera recouvrée par les services municipaux. Le montant à payer commence à 3000 FCFA mais varie selon la taille de la boutique car tous les commerces n'ont pas la même productivité d'ordures. Un salon de coiffure ou de couture ne peut pas produire la même quantité de déchets qu'une boulangerie ou un supermarché, par exemple », a expliqué Trésor Mahoukou Koffi, le chargé de la communication de l'ONG. Pour le directeur général de Healthy environnement, Yvon Kaba, la distribution de ces poubelles permettra aux commerçants et tenanciers des échoppes de maintenir ces principales artères propres. L'ONG Healthy environnement est une organisation philanthropique à but non lucratif. Elle existe au Congo depuis 2012 et œuvre dans plusieurs secteurs dont le plus phare est l'environnement.

Firmin Oyé

ENVIRONNEMENT

Un rapport du GIEC dépeint la réalité des impacts climatiques inévitables et des pertes et dommages

Dans le cadre du deuxième rapport du sixième cycle d'évaluation, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a examiné les impacts climatiques, l'adaptation et la vulnérabilité.

Le rapport de synthèse explique comment le changement climatique induit par l'homme à cause d'une dépendance dangereuse aux combustibles fossiles entraîne la pauvreté, l'insécurité hydrique et alimentaire, l'extinction des espèces et les pertes et dommages. La nouvelle évaluation montre que l'étendue et l'ampleur des impacts du changement climatique sont plus importantes que celles estimées dans le cadre de la dernière évaluation du GIEC en 2014. Sans mesures urgentes pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, l'adaptation au changement climatique deviendra plus coûteuse, inefficace et dans certains cas tout simplement impossible, entraînant des pertes et des dommages. Le rapport indique qu'il n'y a pas suffisamment de soutien financier, de gouvernance et institutionnel pour l'adaptation et pour faire face aux pertes et aux dommages. Les pays riches doivent accroître leurs financements pour permettre aux pays en développement de se préparer aux

impacts climatiques inévitables. Ils doivent prendre des mesures concrètes pour mettre en place un mécanisme de financement des pertes et dommages lors de la conférence sur le climat COP27 en Égypte au plus tard cette année.

Le conseiller principal du WWF sur la politique d'adaptation mondiale, Sandeep Chamling Rai, a déclaré que « ce nouveau rapport du GIEC doit être une étoile polaire pour chaque action qu'ils entreprennent maintenant. Plus tard cette année, l'Afrique - l'un des continents les plus dévastés par le changement climatique - accueillera la COP27. Comblant les lacunes restantes en matière d'adaptation et de pertes et dommages, comme le recommande ce rapport, doit être une priorité pour les négociateurs cette année. Des vies et des moyens de subsistance à travers le monde en dépendent ». Docteur Juan Delect-Barreto, chercheur principal en sciences sociales pour la vulnérabilité climatique, Union of Concerned

Scientists a rappelé que les nations qui ont le moins contribué à la crise climatique, y compris celles d'Amérique centrale et du Sud, d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud et des petites îles ont été particulièrement touchés par la crise climatique en raison de leur exposition extrême aux risques climatiques aggravée par un développement inéquitable.

Ce rapport renforce la réalité selon laquelle ceux qui ont été marginalisés dans la société en raison de leur revenu, de leur race, de leur origine ethnique, de leur identité de genre ou de la colonisation continueront de subir le poids des impacts du changement climatique et subiront des pertes et des dommages croissants. Alors que les décideurs agissent pour limiter les dommages climatiques et investir dans des mesures d'adaptation, ils doivent donner la priorité à des solutions équitables qui répondent aux besoins de ceux qui sont en première ligne de la crise climatique et élèvent les connaissances autochtones et locales de longue date.

Noël Ndong

EXPO 2020 DUBAI

Félix Tshisekedi tient à une participation réussie de son pays

La République démocratique du Congo (RDC) sera à l'honneur, le 22 mars, à l'Expo 2020 Dubai aux Emirats arabes unis. Une activité foraine qui permet aux nations de promouvoir les nouvelles technologies, les nouveaux produits ainsi que des nouvelles idées.

Pour garantir une participation réussie à l'Expo 2020 Dubai, un événement de portée mondiale à l'aune de ses ambitions, la RDC est déjà de plain-pied dans les préparatifs. Tout le sérieux qui y est mis est à la mesure de la détermination du gouvernement de vendre au mieux l'image du pays au cours de cette manifestation foraine.

C'est non sans raison que le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a rappelé aux membres du gouvernement la nécessité d'assurer une réussite de la journée qui sera consacrée à la RDC en tirant les enseignements des mauvaises expériences du passé. Il l'a dit le 4 mars, lors de la quarante-troisième réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée en visioconférence. Le président de la République a, de ce fait, instruit le gouvernement de veiller à ce que la participation du pays à cette exposition qui se tient dans un contexte de compétitivité puisse bénéficier d'une meilleure préparation.

A ce sujet, le ministre du Commerce extérieur a été chargé de prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire jouer à chaque partie prenante son rôle dans les meilleurs délais et conditions afin que cet événement soit réellement une réussite. Un rapport détaillé sur l'état des préparatifs est attendu lors du prochain Conseil des ministres prévu le 11 mars. Cet événement, à en croire le premier citoyen congolais, devrait être une occasion à saisir pour mettre en valeur les opportunités d'investissements viables et durables en RDC, « pays-solution ». Et d'ajouter qu'il devrait également servir de vitrine pour le rayonnement de la culture congolaise, notamment par la promotion de la rumba congolaise récemment inscrite par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité. L'Expo de Dubai est présentée comme le plus grand événement organisé dans le monde arabe. Elle a été affectée par la pandémie de covid-19 qui a contraint les organisateurs à repousser son lancement à 2022. Le thème général choisi est « Connecter les esprits, construire le futur » et s'articule autour des nouvelles formes de mise en relation des personnes et des idées porteuses d'innovation et de développement.

Alain Diasso

BURKINA FASO

De nombreux défis à relever pour le nouveau gouvernement

Le lieutenant-colonel Paul Henri Damiba, chef de la junte militaire, président du Burkina Faso, a officialisé, le 6 mars, un nouveau gouvernement dirigé par le Premier ministre Albert Ouédraogo, et composé de vingt-cinq ministres dont six femmes et des leaders syndicaux.

Le Burkina Faso illustre une volonté de fédérer la société civile autour de l'Etat pour relever les défis sécuritaires et sociétaux qui l'attendent. Durant son mandat, le Premier ministre, Albert Ouédraogo, ancien professeur de comptabilité à l'université de Ouagadougou, va devoir faire appel à toute son expertise en management pour redresser la barre en matière de gestion administrative, tandis que la junte au pouvoir se concentre sur la menace jihadiste. Le poste clé de la défense est conservé par le général Barthélémy Simporé, désormais ministre d'Etat, tandis que celui des Affaires étrangères échoit à Olivia Rouamba, ex-cadre de ce ministère et ambassadrice du Burkina Faso en Ethiopie.

Si Albert Ouédraogo est relativement inconnu sur la scène politique, il est décrit comme disposant d'une « solide expérience dans le domaine du management des administrations publiques, des projets de développement ainsi que des entreprises privées ». C'est un spécialiste du consulting et de l'audit, dont les compétences seront mises à contribution pour piloter les plans d'amélioration et de développement du pays.

Le président Damiba va, quant à lui, probablement se concentrer sur la lutte contre le terrorisme

qui frappe le nord du pays. Ces derniers mois, de nombreuses attaques contre la population et les forces armées ont été enregistrées, causant plus d'une centaine de morts.

Les partis réagissent à la nouvelle équipe gouvernementale

Après la nomination des membres du gouvernement de la transition, les politiques s'accordent que la place est faite aux technocrates. Mais « c'est au pied du mur qu'on les jugera ». Dans une équipe où femmes et hommes d'expérience côtoient des novices, les Burkinabè s'impatientent de les voir en action, surtout pour la reconquête des localités assiégées par les groupes armés.

Pour Eddie Komboïgo, président du Congrès pour la démocratie et le progrès, c'est un gouvernement de technocrates et de spécialistes qui va dans le sens des objectifs visés par l'agenda de la Transition. « Le général Barthélémy Simporé est de retour ; nous avons un nouveau ministre Omer Bationo, qui est également un spécialiste de la sécurité et des renseignements. Nous pensons que sur ces deux points, s'ils sont appuyés par nos partenaires, ils atteindront les résultats. Nous les attendons au pied du mur. S'ils vont dans le sens des



Le lieutenant-colonel Paul Henri Damiba d'État pour atteindre ces objectifs, cela relève d'une autre équation », a-t-il indiqué.

attentes du peuple, nous les soutiendrons et si c'est le contraire, nous aviserons », a-t-il déclaré. Sans remettre en cause les compétences intrinsèques de chaque membre du gouvernement, Me Benewendé Stanislas Sankara, président de l'Union pour la renaissance, mouvement patriotique sankariste, soutient que c'est le

pari de la reconquête des localités sous contrôle des groupes armés et le retour des personnes déplacées qui donnera du crédit à cette nouvelle équipe.

« C'est plutôt un gouvernement de technocrates pour la plupart. Les Burkinabè veulent la paix, la sécurité, le développement. Mais la gestion du pouvoir

Me Benewendé Sankara espère que chaque membre du gouvernement aura de « l'ingéniosité et l'humilité » de répondre au coup par coup aux nombreuses attentes des Burkinabè.

Yvette Reine Nzaba

LUTTE CONTRE L'OBÉSITÉ

L'OMS exhorte les gouvernements et responsables de famille à plus de vigilance

En marge des activités liées à la commémoration, le week-end dernier, de la Journée mondiale de lutte contre l'obésité, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait une déclaration, alertant les gouvernements et les responsables de famille du monde, en général, et ceux des pays en développement, en particulier, sur l'augmentation des cas d'obésité. Pour ce faire, il est nécessaire de prendre des mesures efficaces pour contrer le fléau.

Environ un milliard de personnes dans le monde sont obèses, selon l'OMS. Dans ce taux, 650 millions d'adultes sont concernés contre 340 millions d'adolescents et 39 millions d'enfants.

« Avec ce nombre qui ne cesse d'augmenter, nous estimons que d'ici à 2025, environ 167 millions de personnes adultes et enfants seront en moins bonne santé, parce qu'elles sont en surpoids ou obèses », précise l'OMS. Elle exhorte les pays à mettre sur pied une politique de prévision et à faire davantage pour inverser cette crise sanitaire prévisible et évitable. Car, l'obésité est une maladie qui a des répercussions sur la plupart des systèmes de l'organisme. Elle touche le cœur, le foie, les reins, les articulations et l'appareil reproducteur. Et, elle entraîne une série de maladies non transmissibles, telles que le diabète de type 2; les maladies

cardiovasculaires; l'hypertension et les accidents vasculaires cérébraux; diverses formes de cancer ainsi que des problèmes de santé mentale.

« Les personnes souffrant d'obésité sont également trois fois plus susceptibles d'être hospitalisées pour une infection à la covid-19. Autrefois considérés comme un problème des pays à revenu élevé, le surpoids et l'obésité sont désormais en augmentation dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, en particulier dans les milieux urbains », a signalé le communiqué de l'OMS.

L'obésité est évitable

Pour le l'OMS, l'obésité est évitable. Car, un régime sain peut aider à réduire les risques de toute une série d'affections chroniques liées à ce fléau. Et, la clé de la prévention de l'obésité est d'agir tôt, idéalement avant même la conception d'un bébé. Parce qu'une bonne nutrition pendant la grossesse, suivie d'un allaitement exclusif jusqu'à l'âge de six mois et d'un allaitement continu jusqu'à deux ans et au-delà, est la meilleure solution pour tous les nourrissons et jeunes enfants.

« Dans le même temps, les pays doivent travailler ensemble

pour créer un meilleur environnement alimentaire afin que chacun puisse avoir accès à une alimentation saine et en avoir les moyens. Les mesures efficaces consistent à limiter la commercialisation auprès des enfants d'aliments et de boissons riches en graisses, en sucre et en sel, à taxer les boissons sucrées et à faciliter l'accès à une alimentation saine et abordable », ajoute l'OMS. Elle encourage la population des villes et villages à pratiquer la marche, le vélo et les loisirs en toute sécurité sans oublier les écoles qui, de leur côté, doivent aider les ménages à incul-

quer aux enfants des habitudes saines dès le plus jeune âge.

« L'OMS réagit à la crise mondiale de l'obésité sur de nombreux fronts. Elle surveille notamment les tendances et la prévalence mondiales, élabore un large éventail de directives sur la prévention et le traitement du surpoids et de l'obésité, et fournit aux pays un soutien et des conseils pour la mise en œuvre », conclut le communiqué avant de spécifier qu'à la demande des États membres, le secrétariat de l'OMS élabore actuellement un plan d'action accéléré pour stopper l'obésité, s'attaquer à l'épidémie dans les pays à haute prévalence et catalyser l'action mondiale. Ce plan sera examiné lors de la 76^e Assemblée mondiale de la santé, qui se tiendra en mai prochain.

Rock Ngassakys

«...Nous estimons que d'ici à 2025, environ 167 millions de personnes adultes et enfants seront en moins bonne santé, parce qu'elles sont en surpoids ou obèses »

DESSERT EN EAU POTABLE

Un forage moderne pour l'hôpital général de Dolisie

La Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) poursuit l'installation des forages d'eau potable à travers le pays. Après en avoir construit dans vingt et un villages des départements du Pool et des Plateaux et dans les hôpitaux de Pointe-Noire, la Fondation SNPC a mis le cap sur le département du Niari où il a lancé, le 3 mars dernier, les travaux d'implantation du même type d'infrastructures d'eau potable à l'hôpital de Dolisie.

D'après l'entreprise Working Business Congo (WBC), adjudicataire du marché, les travaux de construction du forage de l'hôpital de Dolisie s'exécuteront sur deux semaines. Ils consistent à l'installation d'un forage moderne doté de toutes les commodités et accessoires. A l'image d'autres forages construits à travers le pays, celui de l'hôpital de Dolisie sera équipé de deux cuves de 5000 litres chacune, pour une durée de vie de plusieurs décennies. Le coût des travaux s'élève à quatre millions FCFA.

Pour le directeur général dudit hôpital, le Dr Maurice Mpompolo, la construction de ce point d'eau potable est un motif de satisfaction pour les malades et le personnel. « Cet ouvrage a une importance capitale parce qu'il va soulager aussi bien les patients admis à l'hôpital que les agents qui y évoluent qui régulièrement vont s'alimenter en eau potable en dehors de la concession », a-t-



La foreuse creusant un trou dans l'enceinte de l'hôpital général de Dolisie/Adiac

il déclaré.

En plus de l'hôpital général, la Fondation SNPC va aussi installer un forage d'eau à l'hôpital de référence de cette même ville de plus de 130 000 habitants, mais en proie à des difficultés de desserte en eau potable.

La population de Dolisie est alimentée par deux sources d'eau, à savoir l'usine de Tahiti qui couvre 460m³ /h, soit 80% de la production totale de la ville, et les eaux issues du forage industriel de l'opérateur ENI, d'une capacité de 150 m³/h.

Au regard de cette faible production, la ville est desservie par délestage, quartier par quartier, a précisé le directeur interdépartemental de La Congolaise des eaux (Bouenza, Lékonou et Niari), Armand Benoit Pouabou Makaya. C'est le maire de la commune de Dolisie, Ghyslain Rodrigue Nguimbi Makosso, qui a patronné les travaux.

Max Ferhynel Poudi

VIE ASSOCIATIVE

L'UJDE veut mobiliser plus de quatre millions F CFA en faveur des cultures rentables

L'Organisation non gouvernementale (ONG) Union des jeunes pour le développement et l'entraide (UJDE) a tenu, du 4 au 5 mars à Brazzaville, sa session bilancière afin de mobiliser quatre millions sept cent mille F CFA en faveur des cultures rentables comme la pastèque.

Dans les encablures du village Cent trois kilomètres, dans la partie septentrionale de Brazzaville, les membres de l'UJDE ont acquis une étendue de plusieurs hectares et travaillent pour leur projet agricole. Sur cet espace, ils vont se lancer dans des cultures comme l'oignon, la tomate, la pomme de terre, l'arachide, la pastèque et autres. « Pour une bonne agriculture, la quantité des produits doit être commerciale et industrielle. Nous ne voulons plus d'une agriculture vivrière. Nous n'avons reçu que moins d'un million des donateurs bénévoles et des bailleurs étrangers. Nous voulons travailler davantage avec nos membres mais il nous faut encore trois millions et demi de FCFA pour corser nos actions agricoles », a indiqué Prince Akoli Nesnor, chargé du contrôle et de la vérification de l'UJDE.

Pour intensifier leurs actions, les membres de cette organisation comptent créer des filières agricoles et se spécialiser. Ils entendent aussi développer des chaînes d'approvisionnement dans les centres urbains du pays, pour commercialiser leurs produits.

Par ailleurs, la commercialisation de la pastèque est ciblée pour Brazzaville et Pointe-Noire. Au village Cent trois kilomètres ou ailleurs, la quantité de pastèque produite par hectare est fonction de la variété adoptée et le prix peut dépendre de la période, de la pénurie ou de l'abondance.

« Composée à plus de 90% d'eau, la pastèque est le fruit idéal pour prévenir la

déshydratation et sa pulpe rouge permet de rafraîchir et de purifier l'organisme. Peu sucrée, elle est également très peu calorique et peut ainsi être consommée à tout moment sans crainte. Aujourd'hui, la pastèque se fait de plus en plus une place importante parmi les cultures les plus rentables. En Afrique tropicale, même si les statistiques ne sont pas précises, certains pays comme le Sénégal, le Soudan, le Cameroun, la Mauritanie en ont une production très appréciable », a expliqué un agriculteur.

Selon le bureau exécutif, l'ONG UJDE veut également miser sur les donations de bailleurs pour moderniser sa filière arachidière. « Des entrepôts pour l'arachide sont à créer aux endroits et dans les villes ciblées. Nous allons aussi étendre la fabrication du beurre de cacahuète. Il n'est pas simple de choisir des cultures rentables à court-terme. De plus, l'agriculture n'est pas une science exacte et les prévisions de production comme les prix peuvent s'inverser à tout moment. Malgré cela, au moment de planter un nouvel investissement agricole, il est indispensable d'avoir une vision claire de la période à laquelle l'investissement sera amorti », a commenté le chargé du contrôle et de vérification à l'UJDE.

Signalons que l'ONG UJDE, qui a une expérience d'une décennie, défend des actions liées au développement et au social.

Fortuné Ibara

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE PARIS

Clôture de la 58^e édition

La parenthèse des retrouvailles de la 58^e édition du Salon international de l'agriculture de Paris s'est refermée dans la joie et le succès, le 6 mars. Les représentants africains sont à l'unisson pour dire combien leurs produits du terroir ont été plébiscités.

La 58^e édition de la plus grande ferme de France a remporté un succès au-delà des espérances. Si le monde agricole a manifesté sa joie de se retrouver, il a aussi fait part de ses profondes craintes pour l'avenir, dans un contexte géopolitique totalement bouleversé.

Cet état d'esprit et cette satisfaction se résument par les propos enthousiasmants de Jean-Luc Poulain, président du Salon international de l'agriculture. « En treize ans de présidence du Salon international de l'agriculture, je n'ai jamais vu autant de gens heureux d'être là, d'arpenter les allées du Salon et d'échanger avec les agriculteurs et les exposants. Le goût des retrouvailles passe par les chemins agricoles, c'est sûr ! », a-t-il indiqué.

Pour cette édition, ils ont été 502 757 à se presser Porte de Versailles avec intérêt, bonheur et appétit pour s'informer sur les métiers de l'agriculture, goûter les produits du terroir et admirer les animaux, pour certains récompensés par un jury et, pour l'Afrique, une conférence ministérielle de la Côte d'Ivoire qui a fait salle comble bien qu'en respect de la jauge sanitaire.

Après une édition 2020 amputée d'une journée, et une année blanche en 2021, les visiteurs sont venus nombreux déclarer leur amour et leur reconnaissance au monde agricole.

« Pour cette année de retrouvailles, nous avons eu à cœur de faire de ce salon une grande fenêtre ouverte sur tout ce qui fait la richesse de notre agriculture et de mettre en lumière son avenir. Pari réussi si l'on en croit les jeunes venus, semble-t-il, encore plus nombreux qu'à l'édition précédente », a constaté Valérie Le Roy, la directrice du Salon.

Moment revendiqué de partage et

d'échanges par les visiteurs avec, effectivement, une présence remarquable des nouvelles générations sur cette édition. Ces neuf jours de salon ont également été l'occasion d'aborder les enjeux de la souveraineté alimentaire, de la formation et du renouvellement des vocations, avec notamment la mise en avant de nombreuses initiatives et de programmes visant à promouvoir les différents métiers de l'agriculture auprès d'un public jeune conscient des enjeux futurs de l'agriculture et de l'alimentation.

Le Salon reste aussi une grande occasion de nouer échanges commerciaux et développement économique. C'est une occasion unique pour les institutionnels et les politiques, candidats ou non, de découvrir ou redécouvrir les savoir-faire paysans (plus de soixante-cinq visites officielles), de comprendre initiatives et innovations agricoles comme agro-alimentaires et une chance indiscutable pour les exposants de proposer produits et services de qualité.

Les stands africains ont connu une grande affluence redevenue « normale » sans que la peur du pass vaccinal freine les gens à venir. Ce qui a permis au ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture de Côte d'Ivoire, d'exprimer sa satisfaction pour la présentation du potentiel agricole de son pays. Il a incité les investisseurs dans ce domaine à venir dans son pays pour nouer des partenariats gagnant-gagnant. À l'égard des observateurs, le ministre d'Etat a précisé que la Côte d'Ivoire est de retour et rendez-vous est donné en novembre prochain pour la 6^e édition du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan.

La 59^e édition du Salon international de l'agriculture se tiendra du 25 février au 5 mars 2023.

Marie Alfred Ngoma

PRISE EN CHARGE DES ALBINOS

La RDC s'imprègne de l'expérience du Congo

Une délégation de la République démocratique du Congo (RDC) a bénéficié, le 5 mars, de l'expérience de l'Association « Jhony Chancel pour les albinos » (AJCA), lors des journées portes ouvertes organisées à la clinique médico-sociale située dans le quatrième arrondissement de Brazzaville, Moundali.

La délégation a été conduite par le conseiller spécial du président de la RDC, le Pr Alphonse Ntumba Luaba. Sa présence à Brazzaville faisait suite au premier colloque panafricain de sensibilisation à l'albinisme organisé à Kinshasa sur le thème « Solidarité africaine pour une Afrique en faveur des personnes atteintes d'albinisme », sous l'initiative de l'Union africaine en octobre 2021.

Les journées portes ouvertes à Brazzaville ont été marquées par plusieurs allocutions dont celle du maire de Moundali, Bernard Bantantou. Jhony Chancel Ngouamba a présenté les actions menées par la clinique avant la remise des produits cosmétiques aux albinos ainsi que la visite guidée des locaux.

En effet, il a présenté sur PowerPoint les réalisations de la clinique éponyme. Parmi celles-ci, le lancement de la campagne des opérations chirurgicales contre le cancer de la peau, des lésions précancéreuses et des taches noires au bénéfice de 370 personnes atteintes d'albinisme.

Il a, par ailleurs, rappelé que

l'association Jhony-Chancel pour les albinos a été créée en 2014 et la clinique a été ouverte le 21 avril 2017. L'objectif est d'aider et de promouvoir les capacités intellectuelles de cette couche sociale.

Selon Jhony Chancel Ngouamba, l'association apporte des soins gratuits aux albinos en leur donnant accès à des traitements, l'assistance médicale en facilitant les évacuations sanitaires en cas de besoin.

Il a indiqué que les produits cosmétiques consistent à lutter contre le cancer de la peau et les infections cutanées. « Nous nous arrangeons de telle sorte que tous les quatre-vingt-dix jours les crèmes solaires soient distribuées gratuitement aux albinos du Congo », a-t-il dit.

Le président des personnes atteintes d'albinisme en RDC, Boaz Buabu, a, pour sa part, circonscrit son allocution sur les connaissances acquises lors de cette journée portes ouvertes. Ainsi, il a promis d'apporter l'expertise du Congo dans son pays. « Nous ne faisons qu'encourager cette œuvre qui est l'une des pre-



L'échange des expériences entre les deux délégations/Adiac

mières en Afrique centrale », a-t-il dit, ajoutant : « J'invite les différents partenaires à soutenir cette association qui contribue à réduire les cas de décès des personnes atteintes d'albinisme ».

Pour le conseiller spécial du président de la RDC, le Pr Ngokwey Ndolamb, il existe plusieurs formes de discriminations : individuelles, institutionnelles et bien d'autres.

La discrimination contre les personnes atteintes d'albinisme, a-t-il expliqué, est très spéciale car elle se manifeste de plusieurs façons : l'exclusion, la stigmatisation, la

maltraitance... A cet effet, il a souligné la nécessité des campagnes de sensibilisation ainsi que l'application des textes législatifs sur la protection des droits des personnes albinos.

« La rencontre de Brazzaville est un jalon important dans la lutte contre la discrimination des personnes atteintes d'albinisme car nous rentrons très satisfaits de ce que nous avons vu et entendu », a-t-il déclaré.

De son côté, le Pr Alphonse Ntumba Luaba a annoncé le partage de l'expérience de la clinique à l'échelle panafricaine. Il a, par ailleurs, promis

d'apporter la candidature du président Jhony Chancel Ngouamba au poste d'envoyé spécial à l'Union africaine pour le suivi des questions des personnes vivant avec albinisme pour le compte des deux Congo.

Quant au consul général de la République de Saint-Marin, Marcello de la Corte, il a indiqué que le petit geste de son pays en faveur de l'association a toujours apporté beaucoup de joie. Il a annoncé qu'il a adressé une correspondance à son pays pour soutenir la clinique à poursuivre ses actions.

Lydie Gisèle Oko

FÊTE DU 8-MARS

80 jeunes femmes formées dans divers domaines à Madibou

L'association « Les jeunes cadres » a organisé du 2 au 5 mars, en partenariat avec la Fondation Lezie Biziki, une série d'échanges sur le bon usage des réseaux sociaux, le marketing personnel (Branding personal), l'initiation à l'éducation financière ainsi que la e-réputation, au profit de 80 jeunes femmes du 8e arrondissement de Brazzaville, Madibou.

S'inscrivant dans le cadre de la commémoration du mois de mars dédié à la femme, cette série d'échanges concernent les bénéficiaires des formations en coupe-couture, coiffure, hôtellerie et pâtisserie que propose ladite fondation dans son centre d'accueil dénommé « Foyer de la femme ». Selon le président de l'association « Les jeunes cadres », Florian Koulimaya, l'objectif est de renforcer la résilience des imprégnées et de leur permettre de devenir des modèles pour leur environnement immédiat en particulier et notre société en général.

« J'ai demandé aux imprégnées d'aimer gagner l'argent et de toujours se souvenir de la raison pour laquelle elles se sont engagées. Ce qui leur permettra de ne jamais abdiquer, de garder des valeurs et de persévérer jusqu'à l'atteinte de leurs objectifs », a souligné Florian



Formateurs et organisateurs posant avec les participantes/DR

Koulimaya. Experte en communication, Michèle Diane Karambiria a, dans son intervention, édifié l'assistance sur le bon usage des réseaux sociaux. Elle a exhorté les participantes à exploiter à bon escient les réseaux sociaux afin de promou-

voir leurs produits et de sculpter leur personnalité.

Quant à Do-Justel, évoluant dans le domaine du numérique, elle a exposé sur la réputation à construire sur internet et précisément les réseaux sociaux. Les communications portant sur le marketing de soi

et l'éducation financière ont, quant à elles, été respectivement développées par Carole Nouayo et Romarick Okira.

Le panel sur l'entrepreneuriat au féminin a, quant à lui, été animé par l'écrivaine et CEO de la Société I-com, Pucette Sassou-N'Gusso. Une série

jugée pertinente et enrichissante par les participantes. En effet, sa communication s'est appuyée sur la posture que les jeunes femmes entrepreneures doivent prendre lorsqu'elles se lancent dans les activités. L'oratrice a, par ailleurs, partagé son expérience et a encouragé les bénéficiaires à être les actrices de leur destin afin qu'elles ne puissent pas subir la vie.

Pour l'association « Les jeunes cadres » qui organise souvent des séries d'échanges sur des thématiques bien ciblées, ces trois jours de formation sont une manière pour elle de célébrer la Journée internationale de la femme. Notons qu'en octobre 2019, une vingtaine de jeunes étaient formées à Pointe-Noire dans la salle informatique du CPGOS et, en 2020, une formation au profit de 100 jeunes sur l'entrepreneuriat social et le e-commerce avait eu lieu.

Parfait Wilfried Douniama

JUSTICE

Le Cudhoc dénonce la violation des formalités procédurales par des magistrats

A la faveur d'une conférence de presse animée le 5 mars à Brazzaville, le Cercle uni des droits de l'homme et culture de paix (Cudhoc), que dirige Gaspard Mienantima, a dénoncé le non-respect du délai de détention préventive par certains magistrats, confisquant ainsi le droit à la liberté.

Le Cudhoc s'est appesanti sur l'affaire opposant le ministère public à Jean Roger Ndinga Elenga et ses présumés complices sur l'achat de mèches et explosifs retrouvés au domicile de ce dernier qui, du reste, a laissé entendre à la justice qu'il les achetait dans le cadre de son business.

Cloué depuis le 25 février 2021

liberté en dépit de certaines dispositions du code de procédure pénale.

Les activistes des droits de l'homme se sont plaints de cette violation du droit à la liberté de ces derniers en vertu des dispositions des articles 3, 7 et 9 de la déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que celles de l'article 9

été entendus par un juge d'instruction, ce qui signifie qu'ils ne sont pas encore inculpés et depuis le 25 août 2021, le délai légal de détention provisoire est épuisé », a signifié le Cudhoc.

Pour lui, la mission de contrôle reconnue par la loi au président de la chambre d'accusation ne pouvait le laisser indifférent devant cette irrégularité légale d'examiner la régularité des procédures qui lui sont soumises. Le Cudhoc a, devant cet état de fait, dénoncé cette situation, l'imputant aux magistrats qui se complaisent à bafouer les règles de détention préventive.

Le Cudhoc a rappelé que la durée de détention préventive est seulement de quatre mois. L'article 119 du code de procédure pénale prescrit sans ambages que la détention préventive est une mesure exceptionnelle.

Jean Jacques Koubemba

« Ces accusés sont pour certains à neuf mois de détention préventive sans avoir été entendus par un juge d'instruction, ce qui signifie qu'ils ne sont pas encore inculpés et depuis le 25 août 2021, le délai légal de détention provisoire est épuisé »

à la Maison d'arrêt avec ses accusés, notamment Louya, Massamba et Mouloundou, il n'a toujours pas retrouvé la

de la Constitution en vigueur. « Ces accusés sont pour certains à neuf mois de détention préventive sans avoir

EDUCATION

Des enseignants communautaires réclament leur intégration à la Fonction publique

Dans un communiqué de presse publié le 3 mars, à Brazzaville, la Fédération des enseignants communautaires du Congo (FECC) sollicite la prise en compte par le gouvernement de leur situation dans le quota de recrutement de 2022.

La doléance a été formulée dans une déclaration suite à l'assemblée générale de la Coordination des fédérations des diplômés, anciens des écoles professionnelles et prestataires. En effet, la FECC exige la publication de plus de deux cents textes d'intégration restés en attente dans le quota de recrutement de 2020- 2021 d'ici au 15 mars prochain.

Elle s'est appuyée à cette occasion sur le discours du président de la République à la Nation l'année dernière, dans lequel l'instruction avait été donnée au gouvernement de recruter plus de 1500 enseignants.

Par ailleurs, les enseignants communautaires revendiquent leur participation en qualité de membres dans les commissions des recrutements du ministère sous tutelle pour éviter la fraude, précisent-ils; la régularisation des notes de service en vue de leur reconnaissance et de leur prise en compte effectif; l'affectation des enseignants de deuxième langue et le recrutement en masse des enseignants communautaires, selon les diplômes, promotions et anciennetés sans tenir compte du critère d'âge; ainsi que le paiement d'au moins cinq ans d'émolument ou de rappel de soldes.

« La FECC et le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation sont des partenaires indissociables. Nous attendons de poursuivre les échanges y afférents de manière permanente et efficiente pour le recrutement rationnel des enseignants communautaires sur l'ensemble du territoire national », a déclaré la fédération.

Lydie Gisèle Oko



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 02/2022/MEPSA/UCP-PRAASED RECRUTEMENT D'UN CABINET/ BUREAU D'ETUDES CHARGÉ DE LA FORMATION DES DIRECTEURS D'ETABLISSEMENTS SCOLAIRES EN LEADERSHIP ET EN MANAGEMENT

1- Contexte

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu de la Banque Mondiale (IDA) un Crédit de 30 millions de dollars US, pour l'exécution du Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif (PRAASED).

Le système éducatif de la République du Congo ne dispose pas de structure de formation initiale des gestionnaires des établissements scolaires. Les cadres qui exercent ces fonctions en qualité de chefs d'établissement se forment sur le tas ou bénéficient juste de quelques modules de formation dans le cadre de la formation continue.

A cet effet, l'Unité de Coordination du PRAASED a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat relatif aux services d'un Consultant (cabinet/firme) chargé de la formation des directeurs d'établissements scolaires en management et en leadership.

2- Objectifs de la mission

L'objectif est de renforcer les capacités des directeurs, chefs d'établissement par le développement des compétences opérationnelles dans la gestion administrative, pédagogique, financière, matérielle et organisationnelle de l'école.

De manière spécifique, les acteurs ciblés seront formés dans les domaines suivants: La Planification stratégique, le leadership dont le leadership organisationnel, la mobilisation des ressources, le suivi/évaluation institutionnel, incluant:

- La Conduite des hommes et capacités managériales;
- La gestion administrative et pédagogique de l'école;
- La prise en charge des problèmes communautaires;
- La résolution des problèmes (gestion des plaintes et des conflits)

3-Profil et qualification du cabinet

Le cabinet ou bureau d'études qui sera chargé de cette formation devra:

- être légalement constitué depuis au moins 10 ans;
- avoir mené des missions similaires au cours des cinq dernières années;
- avoir réalisé au moins trois (03) formations d'envergure nationale sur la formation des chefs d'établissements scolaires dans les pays africains dont ceux de l'Afrique centrale;
- avoir une bonne connaissance sur la problématique du management et leadership dans l'amélioration des services au sein de l'école Congolaise serait un atout;
- avoir une équipe multidisciplinaire dont le personnel clé suivant possède des références professionnelles en matière de formation des directeurs, chefs d'établissement:
 - chef de mission, spécialiste en sciences de l'éducation et en formation des directeurs d'écoles en leadership et management
 - 3 spécialistes sur les thèmes de la formation des formateurs (Planification stratégique, leadership, management, mobilisation des ressources, suivi/évaluation institutionnel, ges-

tion administrative et pédagogique de l'école, résolution des problèmes (gestion des plaintes et des conflits)

4-Méthode de sélection et conditions d'éligibilité

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection de consultant (firme) seront conformes aux procédures définies dans les Directives de l'IDA: La méthode de sélection est la Qualification des consultants (QC) de la Banque Mondiale. L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part de l'Emprunteur de le retenir sur la liste restreinte.

Les candidats intéressés doivent fournir les informations/documents suivants:

Présentation de la structure ou des structures (si Groupement) avec les domaines de spécialisation, expériences générales et spécifiques par rapport à la mission envisagée (missions similaires), conformément aux fiches de références professionnelles type format Banque Mondiale, appuyées par des preuves (attestations de bonne exécution des clients et copies des pages essentielles des contrats ou commandes correspondant et/ou lettres de mains-levées de caution et/ou lettres d'approbation de rapport et ou preuves de paiement de fourniture ou des services et/ou document d'évaluation de la prestation); Statuts; RCCM (Registre de commerce); Attestation de régularité sociale; Attestation de non faillite; Bilans de l'année en cours ou antérieurs; Rapport de

commissaires aux comptes; Infrastructures, équipements, ressources humaines, disponibilité des experts qualifiés dans les domaines de la mission (joindre les copies des diplômes et CV, indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services demandés).

5- Informations et Réponse à l'avis de manifestation d'intérêt (AMI)

Les candidats peuvent obtenir des informations supplémentaires et les termes de référence complets, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, heure locale.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés sous pli fermé (1 original + 2 copies), au plus tard le 22 mars 2022 à 14 heures, heure locale avec mention « Avis de recrutement d'un cabinet ou d'une firme chargé de la formation des Directeurs en management et en leadership ».

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est:

Unité de Coordination du PRAASED à l'attention de monsieur Calixte KOLYARDO, Coordonnateur du PRAASED Adresse: sis au 133, Avenue Maréchal LYAUTEY en face du CHUB, à côté de l'UNESCO - E-mail: praaseducp@gmail.com, Téléphone: 06 701 74 68, Brazzaville-Congo.

Fait à Brazzaville, le 07 mars 2022.

Le Coordonnateur du PRAASED
Calixte KOLYARDO

MOIS DE MARS

Les femmes de Djiri II honorées

Le député de Djiri II, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a offert le 6 mars à Brazzaville des pagnes à environ mille femmes de sa circonscription électorale, afin de leur permettre de célébrer avec éclat la journée du 8 mars.

Réunies au sein des mutuelles ou autres associations, les femmes de Djiri II ont pris d'assaut, le 6 février après-midi, le siège de leur député qui a doté chacune d'elle d'une pièce d'étoffe. Un geste de générosité élargi aux femmes des sections du Parti congolais du travail et de l'Organisation des femmes du Congo vivant dans cette circonscription.

Présidente de la mutuelle « Amies Lisungi », Dorine Ondzedzeli s'est félicitée de cette énième donation. « Notre député accorde toujours de l'importance aux femmes. Chaque 8 mars, il est avec nous pour nous honorer. La maman ne peut pas oublier son fils quelles que soient les difficultés. Le 8 mars n'est pas seulement une fête des pagnes, c'est une occasion pour nous de réclamer nos droits et parler de l'égalité entre les sexes », a-t-elle déclaré.

Selon Bersol Exaucé Ngambili Ibam, cette rencontre, devenue une tradition à l'occasion de la célébration de la Journée inter-



Bersol Exaucé Ngambili Ibam remettant des pagnes à un échantillon de femmes/Adiac

nationale de la femme, est une façon pour lui d'échanger et de discuter des préoccupations auxquelles la gente féminine

est confrontée. « Le 8 mars, c'est le moment idéal d'échanger, de discuter sur les problèmes auxquels la femme

est confrontée au quotidien. Nous avons en cette occasion eu le mérite de souligner le travail gigantesque que le

gouvernement a réalisé en faveur des femmes. Le Parlement a récemment adopté une forte loi sur les violences faites aux femmes. Ce qui veut dire que la question de la femme dans notre pays est traitée au premier rang », a expliqué le député de Djiri II.

Il a, par ailleurs, annoncé l'organisation courant ce mois d'un forum sur le leadership et l'entrepreneuriat féminin. En effet, cette rencontre est perçue par ses organisateurs comme une occasion d'outiller les jeunes filles dans le cadre du leadership de l'entrepreneuriat. « Les femmes et les jeunes sont les plus nombreux, donc nous touchons la moitié de notre population et ce n'est qu'ensemble qu'ils pourront construire ce pays. Pour ce faire, nous devons leur donner des opportunités à travers des forums, des sessions d'orientation. C'est ce que nous ferons tout au long de ce mois de mars », a conclu le député.

Parfait Wilfried Douniama

Les femmes de Ouenzé 3 s'imprègnent de leurs droits

Le député de la troisième circonscription électorale de Ouenzé, Romi Oyo, a sensibilisé le 5 mars les femmes de sa circonscription à la nouvelle loi adoptée récemment par le Parlement, dans le cadre de la lutte contre les violences fondées sur le genre. La rencontre se tenant à quelques jours de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, il a remis aux participantes des pièces d'étoffes.

L'humanité célèbre le 8 mars de chaque année la fête des femmes. Faisant l'historique de cette fête, le député de Ouenzé 3 a rappelé que cette journée a été officialisée en 1977 par les Nations unies, invitant tous les pays du monde à la célébrer en faveur des droits des femmes. Ainsi, de nombreuses organisations, groupes et associations de femmes organisent des manifestations partout dans le monde, pour faire aboutir leurs revendications, améliorer la condition féminine et fêter les victoires et les avancées des femmes.

En effet, en République du Congo, le Parlement a adopté, les 1er et 2 mars derniers, la loi portant lutte contre les violences faites aux femmes. Il s'agit, pour Romi Oyo, d'une loi historique, la première du genre depuis 1960 qui vient combler un vide juridique en matière de promotion des droits des femmes. « Femmes de Ouenzé 3, désormais celui qui portera la main sur vous, ou qui se dressera contre vos droits, rencontrera toute la rigueur de la loi. C'est grâce à vos luttes, votre unité que cette loi existe aujourd'hui... soixante-deux ans après l'indépendance ! Permettez-moi de dire avec conviction que véritablement, ce que

femme veut, Dieu le veut ! Vous avez persévéré et vous avez gagné ! », a signifié le député, se félicitant du travail des femmes de sa circonscription électorale qu'il a invitées à l'unité.

La représentante des femmes de Ouenzé 3 a indiqué que la Journée du 8 mars est très souvent une occasion au cours de laquelle la gent féminine exprime sa joie et son émotion de voir ses revendications être prises en compte par les pouvoirs publics. « Ainsi dans notre pays, des avancées significatives ont été observées en ce qui concerne la promotion de la femme et son intégration au développement. C'est ici pour nous l'occasion de féliciter le président de la République qui prend à cœur les problèmes liés à l'émancipation des femmes. Nous disons aussi un grand merci à l'honorable Romi Oyo qui ne réside pas sur les moyens et prend toujours des initiatives en faveur des mamans que nous sommes », a reconnu Julie.

Le président du quartier 56 Ouenzé s'est, lui aussi, félicité du travail et du combat que mène leur député en faveur des habitants de sa circonscription électorale. « Le geste que vous venez de faire est accepté par la population afin d'éliminer toutes



Romi Oyo distribuant des pagnes aux femmes/Adiac

les formes de discrimination à l'égard des femmes », a souligné Marcel Kibas.

La rencontre se tenant le 5 mars, soit un jour après la commémoration du 10e anniversaire du drame de Mpila qui a endeuillé de nombreuses familles en 2012, Romi Oyo a rassuré les femmes

de Ouenzé 3 sur l'engagement pris par le gouvernement. « Je dis ici devant vous que jamais le gouvernement ne nous a oubliés ! Jamais ! Le Premier ministre s'est engagé devant tous les députés, en disant que l'indemnisation des victimes du 4 mars va se poursuivre. Mamans de

Ouenzé 3, le chef du gouvernement a parlé, et je sais qu'il va faire tel qu'il a dit. Ayons donc confiance en sa parole. Jeunes filles de Ouenzé, mes sœurs, vous devez vous dresser contre toute forme de découragement », a conseillé Romi Oyo.

P.W.D.

SPORT DE TRAVAIL

La ligue de Brazzaville et NSIA s'unissent pour l'organisation des compétitions

Dans la recherche du sponsoring, la ligue du sport de travail de Brazzaville a reçu un appui de taille. Elle a signé, le 4 mars, un accord de partenariat avec NSIA Congo assurances dans lequel cette société s'est engagée à l'accompagner au quotidien dans l'organisation de ses compétitions.



Le directeur général adjoint de NSIA et le premier vice-président de la ligue du sport de travail de Brazzaville paraphant l'accord/Adiac

Les championnats de la ligue du sport de travail de Brazzaville de football et de nzango porteront le nom NSIA et feront la promotion de cette marque. L'accord signé entre la ligue du sport de travail et cette marque soulage tant soit peu les entreprises. Lors des différentes réunions organisées par la ligue, ses responsables insistent sur l'assurance avant d'engager les équipes dans les championnats corporatifs. Comme le risque zéro n'existe pas dans le déroulement des rencontres, la ligue a convaincu NSIA pour la couverture des risques liés à la participation de ses activités.

« Lorsque nous avons été approchés par la ligue départe-

mentale du sport de travail de Brazzaville, c'est avec beaucoup de joie que nous avons donné notre accord pour parvenir à promouvoir le sport du travail. Nous savons, en effet, que tous ceux qui travaillent dans les bureaux ou dans les ateliers ont un problème d'exposition à la sédentarisation. Il faut donc leur donner les moyens de pouvoir, entre les heures de travail, exercer un sport qui va favoriser la santé. Il n'y a pas de développement sans santé. Ce que nous voulons faire avec la ligue c'est un accompagnement au quotidien à travers deux championnats qui porteront le nom et promouvoir la marque NSIA. C'est pour nous davantage un

devoir d'entreprise citoyenne de pouvoir soutenir la ligue », a commenté Dexter Pouela, le directeur général adjoint de NSIA.

L'aboutissement de cet accord témoigne la volonté manifeste de Rodrigue Dinga Mbomi, lequel avait engagé les pourparlers avec NSIA pour rassurer les équipes affiliées à la ligue. « Nous avons choisi Nsia parce qu'il traite les travailleurs et a des produits de qualité. Toute cette saison sportive, nous allons agir ensemble. Grâce à cette collaboration les championnats porteront le nom NSIA Assurances tant au football qu'au nzango », a précisé Jean Pierre Packa, le premier vice-président de la ligue.

James Golden Eloué

FOOTBALL

La diaspora de Banda battue par l'équipe de TV Congo

Au cours d'une rencontre amicale de football organisée le 6 mars par Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo, l'équipe des jeunes de Banda (département du Niari) vivant à Brazzaville a perdu, 1-2, face à la formation de TV Congo.



Le capitaine de l'équipe vainqueur recevant le trophée/Adiac

Visant à consolider le vivre-ensemble entre les ressortissants de Banda, en particulier, et de la jeunesse congolaise, en générale, la rencontre a mis en valeur les talents des joueurs tout en leur permettant de se découvrir.

Cette initiative de l'une des cadres du district de Banda, Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo, aura une version retour dans les prochains jours car, les jeunes de Banda ont promis de prendre leur revanche. Dans une ambiance bon enfant, les joueurs des deux équipes ont présenté un spectacle digne de véritables amoureux du ballon rond.

Ancienne directrice générale de la Télévision nationale congolaise, Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo a, en effet, jugé bon de regrouper d'un côté ses anciens collègues et de l'autre les fils de sa contrée, pour exprimer sa passion du football. « Nous sommes une famille, l'objectif de la rencontre consiste à nous amuser et à échanger amicalement, puisque le sport unit les peuples. Nous devons toujours consolider la paix et la cohésion sociale dans notre pays », a-t-elle signifié.

Notons que ce mtch s'est déroulé en présence de Jean-Jacques N'Domba «Géomètre», ancien Diable rouge football. Après le match sur l'aire de jeu, une rencontre citoyenne a clôturé ces retrouvailles.

Rude Ngoma

IN MEMORIAM

Le temps qui passe ne peut effacer l'amour d'un être cher.

8 mars 2002 – 8 mars 2022, voici déjà 20 ans, jour pour jour, que l'Eternel rappela auprès de lui notre mère



Monique Mpassi. En cette date de triste anniversaire, ses enfants Léonce Diafouka et Ghislain Nkokani prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Des messes d'actions de grâce sont dites ce mardi 8 mars 2022 en la

paroisse Sainte-Rita de Moukondo et Ndonga-Marie de Massina.

Maman Monique Mpassi,
Que son âme repose en paix



OUVERTURE DES LIGNES
ETOUMBI-KELLE & ETOUMBI-MBOMO!!
après une interruption momentanée de la ligne
Etoumbi-Kelle, votre transporteur vous annonce
sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi-Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI-KELLE
tous les
MARDIS
SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI-MBOMO
tous les
JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

DESCENTE PARLEMENTAIRE

Les élus de Pointe-Noire restituent les travaux de la 13e session ordinaire du Sénat

Le collectif des sénateurs de Pointe-Noire, conduit par son président Gabriel NZambila, était face aux élus locaux de cette ville, le 4 mars, à la mairie centrale, en vue de leur rendre compte des travaux de la 13e session ordinaire et de la 18e session extraordinaire de la chambre haute du Parlement, tenus respectivement du 15 octobre au 23 décembre 2021 et du 12 au 25 janvier 2022, à Brazzaville.

La descente des sénateurs élus à Pointe-Noire a coïncidé avec la clôture des travaux de la 14e session ordinaire du Conseil municipal et départemental de cette ville. Au cours de cette rencontre, les élus locaux ont été informés des vingt-neuf affaires qui ont constitué la 13e session ordinaire du Sénat et de trois autres qui avaient fait l'objet de la 18e session extraordinaire de cette chambre.

A propos de la 13e session, les conseillers ont été informés du budget de l'Etat exercice 2022, du Plan national de développement 2022-2026 et autres affaires. « Le budget de l'Etat exercice 2022 est en définitive arrêté en recettes à la somme de 1935 253 000 000 F CFA et en dépenses à la somme de 1 734 964 000 000 F CFA. Ce



budget dégage un excédent budgétaire de 200 289 000 000 FCFA, destiné à financer une partie du déficit de trésorerie qui s'élève à la somme de 607 874 000

000 FCFA. Le gap de financement qui est de 407 585 000 000 F CFA sera financé bien entendu par des apports extérieurs », stipule la déclaration du collectif des

Le collectif des sénateurs de Pointe-Noire/Adiac

sénateurs.

Les élus locaux de Pointe-Noire ont posé quelques questions au collectif des sénateurs, notamment sur les retombées du PND

2022-2026 à Pointe-Noire ; la non-utilisation des stades Alphonse-Massamba-Débat et La concorde à Brazzaville, la gestion de la morgue de Pointe-Noire, la rareté du ciment et des aliments de bétail sur le marché, les conflits terriens occasionnant souvent des troubles à l'ordre public au quartier 601, dans le sixième arrondissement Ngoyo.

Précisons que le collectif des sénateurs de Pointe-Noire est composé des vénérables Gabriel Nzambila ; Victor Foudi ; Bernard Batchi ; Antoine Loemba et Odette Massoussa Cambila. Ces assises ont été marquées par l'observation d'une minute de silence en mémoire du vénérable Jean-Félix Tchicaya décédé, le 16 octobre dernier, à Pointe-Noire.

Séverin Ibara



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

NOUS RECRUTONS UN DIRECTEUR MAINTENANCE INDUSTRIELLE

CONFORMÉMENT AUX CRITÈRES CI-APRÈS :

I. Description du poste

Le Directeur Maintenance Industrielle est le premier garant du bon fonctionnement des équipements techniques. Il assure tout ou partie des activités suivantes :

- Veille en permanence à l'entretien et aux réparations des équipements de production,
- Anticipe les besoins du service, détecte les défauts, les pannes ou les avaries diverses et met en place les mesures correctives,
- Fixe les priorités et élabore le planning de maintenance préventive et corrective des différents équipements,
- Encadre les équipes d'intervention et dirige les travaux d'entretien et de dépannage,
- Participe aux activités d'amélioration continue.

II. Qualifications et aptitudes

Poste de cadre

1. Profil du candidat

Le Directeur Maintenance Industrielle doit posséder les qualifications suivantes :

- Titulaire d'un BAC+5,
- Diplôme d'ingénieur spécialisé (mécanique, électrotechnique, automatisation).

2. Expérience

Les postulants qui disposent d'un BAC ou d'un BAC+2 ou même d'un BEP peuvent aspirer à ce poste avec plusieurs années d'expérience à leur actif dans le contexte d'une promotion en interne.

3. Qualité du candidat

Le Directeur Maintenance Industrielle doit posséder les qualités suivantes :

- Une rigueur absolue, un sens de l'organisation et méthodique.
- Une bonne capacité d'analyse et d'une forte dose de créativité et de réactivité,
- Un bon sens relationnel pour lui faciliter les échanges avec les collègues en interne et les fournisseurs ou les fabricants en externe.
- Maîtrise les fiches techniques des outils de production et les procédés de production.

III. Pour nous contacter

Adresser une lettre de motivation et un curriculum vitae à : avis2recrutement@gmail.com

DÉJEUNER-DÉBAT

La situation des langues maternelles au cœur d'une réflexion

L'association Conscience républicaine (CR) a organisé, le 5 mars dernier, un déjeuner-débat sur la situation des langues maternelles au Congo. Une rencontre visant à mieux cerner la problématique tout en rappelant le rôle de ces langues et leur importance.

Placé sur le thème « Qu'en est-il des langues maternelles en République du Congo ? », le moment de partage d'idées s'est inscrit dans le cadre du lancement de la première édition des petits déjeuners-débats de la CR. Selon les organisateurs, ces déjeuners-débats sont un format de manifestation donnant la priorité à des discussions libres autour d'un thème, différent à chaque fois.

Ouvrant le déjeuner-débat, le président de l'association CR, Yvon Eddy Steeve Mougany, a souligné que l'intérêt du thème choisi est de mettre en avant toute la problématique sur les langues maternelles qui sont la base même de l'identité et de la culture congolaises. D'après lui, la diversité linguistique au Congo est une véritable richesse, qui représente un potentiel pouvant maximiser la créativité et les compétences congolaises dans les activités de développement. « Les langues ne sont pas seulement des structures linguistiques sophistiquées qui permettent de communiquer. Elles sont le vecteur de cultures, de valeurs et de savoirs, d'un patrimoine ancestral, de traditions orales, d'une mémoire collective, de l'histoire d'un peuple », a-t-il dit. En effet, la session d'échanges s'est articulée autour de plusieurs sous-

thèmes, notamment « Langue, culture et développement au Congo » ; « Auto-aliénation linguistique des élites congolaises » ; « Transmission générationnelle des langues au Congo ». Abordant le premier sous-thème, le professeur et anthropologue Auguste Miabeto a indiqué que pour aboutir à un développement qui prend appui sur la culture, il est important de créer des sociétés de la connaissance ; des académies de la langue ; d'instituer des journées de culture nationale ; de faire la mise à jour des savoirs anciens.

« La langue n'est pas qu'un simple moyen de communication mais plutôt un élément essentiel d'une culture... Une communauté sans culture est morte. On ne peut prétendre à un développement sans culture. La langue est donc la boîte noire de la société car elle est l'expression de toute l'intelligence d'un peuple ainsi qu'un pont d'appui au développement », a-t-il fait savoir.

S'agissant du troisième sous-thème, le professeur et linguiste Frydh Ondelé a évoqué les facteurs de progression et de régression des langues vernaculaires. A ce propos, il a signifié que la politique linguistique nationale est notée faible pour



Les participants au déjeuner-débat/Adiac

la sauvegarde de ces différentes langues : l'Etat devrait établir une politique linguistique en faveur de ces langues ; les communautés de locuteurs doivent les parler sans gêne ni complexe et les transmettre de génération en génération ; les linguistes doivent se mobiliser pour la description de ces langues, la conception d'ouvrages et de dictionnaires.

« Le changement de politique linguistique nationale est une nécessité, les mesures de sauvegarde des langues locales doivent

être prises et appliquées car elles sont des marques de notre identité, des véhicules, des transmissions et de pérennisation de nos cultures. Avec une diversité linguistique de soixante langues, la conservation et le maintien de ces dernières sont une richesse car ces langues véhiculent les cultures congolaises et la diversité culturelle est une condition nécessaire pour le développement humain », a-t-il déclaré.

Au terme de la rencontre, Yvon Eddy Steeve Mougany a précisé que

les différentes propositions faites lors de ce déjeuner-débat seront rassemblées afin d'élaborer un plaidoyer destiné aux décideurs pour des actions fortes en faveur des langues maternelles.

Regroupant hommes et femmes, l'association CR est un laboratoire d'idées dont le but est d'identifier et de fédérer les talents pouvant contribuer à la réflexion, accroître la connaissance sur les thématiques abordées et enfin sensibiliser à la culture citoyenne et au civisme.

Gloria Imelda Lossele

PARUTION

Lady Sonia présente « Libre, épanouie et influente »

L'essai de 270 pages dévoile, à travers huit chapitres, les principes clés de motivation qui enclenchent l'épanouissement et l'autonomisation véritable.

Autoproduct par l'écrivaine, « Libre, épanouie et influente » a été présenté le 4 mars dernier à Brazzaville. « Le temps ne guérit pas les blessures », « Triomphe de tes faux raisonnements », « La tituboss », « Célibataires ou celibaboss en amour », « La tituboss en amour », « Elèves des champions », « N'est pas tituboss qui veut » et enfin « Self made tituboss » sont les différents chapitres qui meublent ce livre.

L'auteure liste, à travers diverses thématiques, le changement de mentalité ; la vie amoureuse, conjugale et familiale ; la gestion des finances ; l'entrepreneuriat..., les règles à observer pour vivre une vie stable et bâtir des entreprises prospères. Lady Sonia embarque le lecteur dans un jeu de rôle de cinéma ou de dialogue dans un théâtre, qui laisse libre cours à un dialogue entre le narrateur et le lecteur. Dans son récit, elle dresse un état des lieux de divers sujets abordés au fil des chapitres, et apporte de la substance aux écrits à travers son témoignage.

De l'appel à l'épanouissement à celui de l'autonomisation des femmes, l'éducation familiale, en passant par la gestion des



conflits, l'essayiste dresse une quarantaine de règles à suivre en vue de permettre aux lecteurs de prendre leur vie en main. Elle explique, dans un registre courant, dans quelles conditions certaines personnes émergent, fédèrent des gens autour d'elles, réalisent

leurs projets et réussissent pendant que d'autres échouent.

« Libre, épanouie et influente » est un ouvrage à la fois théorique et pratique. Théorique, parce qu'à travers lui, l'auteure nous livre une étude dans laquelle elle a pu associer toutes les idées ac-

quisées grâce à ses expériences. Et pratique car son témoignage illustre ses propos, permettant ainsi aux lecteurs de comprendre concrètement comment venir à bout des épreuves qui parsèment la vie courante.

Ce livre est, en somme, une com-

pilation d'enseignements pour être une femme ou un homme épanoui, autonome et un leader qui mène sa vision sur le chemin de l'excellence. « Dans ce livre, je parle de développement personnel afin de pousser les gens à s'épanouir ; à entreprendre pour pouvoir s'en sortir quelles que soient les difficultés », a déclaré l'auteure.

Lady Sonia est une mentor, activiste sociale et femme d'affaires. Cette mère de six enfants est fondatrice de l'Académie libre épanouie et influente. Ce livre est son deuxième ouvrage. Il est inscrit à la bibliothèque nationale française. Son premier livre intitulé « Authentique » a été publié en 2017. Dans ce dernier, elle relate son parcours, de ses quarante ans jusqu'à ses retrouvailles, mais aussi comment elle est sortie de l'enfer émotionnel dans lequel elle était plongée pendant des années. « Si le premier, « Authentique », était beaucoup plus personnel, « Libre-épanouie et influente » est purement technique par rapport au coaching, c'est une expérience de coaching », a conclu l'auteure.

Durly Emilia Gankama